

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°78 - Semaine N°26

Pays nordiques

Malgré une forte reprise économique, les pays nordiques sont confrontés à d'importants défis démographiques et d'emploi, avec des disparités régionales persistantes, selon le rapport State of the Nordic Region 2024 du centre de recherche Nordregio paru le 18 juin 2024.

La région nordique connaît d'importants changements démographiques, qui découlent notamment de taux de natalité historiquement bas et du vieillissement de la population. Ainsi, en 2022, le nombre de décès a pour la première fois dépassé le nombre de naissances. Les taux de fécondité dans la région nordique sont en dessous des niveaux de remplacement. En conséquence, les pays nordiques sont confrontés à un déclin démographique, qui se fait particulièrement sentir dans les zones rurales. La Finlande, en particulier, se distingue par sa faible fécondité. Cette tendance à la baisse est toutefois contrebalancée par un solde migratoire positif, lequel est désormais la principale source de croissance démographique. En 2022, la région nordique a ainsi connu une forte augmentation du solde migratoire international, avec 212 400 nouveaux résidents, soit près du triple de celui enregistré en 2020.

La résilience des marchés du travail, quant à elle, est mise à rude épreuve du fait d'une offre trop limitée de main-d'œuvre et de compétences face aux défis de la double transition numérique et énergétique. Les marchés du travail nordiques ont certes fait preuve d'une résilience remarquable et se sont rapidement redressés après le choc initial de la pandémie de COVID-19. Les taux d'emploi sont ainsi revenus aux niveaux d'avant la pandémie dans de nombreux secteurs. Mais les pénuries de main-d'œuvre dans des domaines clés tels que les soins de santé, la technologie et les industries vertes continuent de soulever des défis. Le rapport souligne le potentiel des mesures ciblées de formation pour combler les lacunes en matière de compétences et renforcer les capacités pour l'avenir. La Norvège, par exemple, connaît une forte demande de main-d'œuvre dans les industries vertes.

Malgré les défis d'une économie mondiale caractérisée par des crises successives, les indicateurs économiques de la région nordique sont restés solides. La région enregistre un produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant de 80 408 USD, bien au-dessus de la moyenne de l'UE de 57 098 USD. Entre 2021 et 2022, les économies nordiques ont connu une croissance deux fois plus rapide que celles de l'UE, ce qui atteste des remarquables capacités de résilience et d'adaptabilité des économies nordiques. Cependant, les disparités de revenus au sein des régions et entre elles augmentent. De nouveaux chiffres montrent que la Suède et le Groenland présentent les plus fortes disparités de revenus. La transition écologique est source de croissance supplémentaire et alimente de nouvelles initiatives visant à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales. L'économie verte devrait ainsi générer une augmentation significative de l'emploi, en particulier dans les zones rurales riches en ressources. En 2021, 25.2 % de l'emploi total dans la région nordique était classé comme vert, bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE de 1.6%.

Les pays nordiques ont également dépassé les objectifs climatiques globaux de l'UE et poursuivent leur chemin vers la neutralité carbone entre 2035 et 2045. Un accès stable à une énergie décarbonée ainsi qu'aux compétences et à une main-d'œuvre qualifiée restera nécessaire dans la durée pour accompagner au mieux une transition verte qui s'accélère.

Danemark

Le Gouvernement a présenté un accord visant à introduire une taxe sur le CO2 dans le secteur de l'agriculture.

Le Danemark sera ainsi le premier pays au monde à se doter d'un système de taxation du secteur agricole. Les parties à l'accord ont entre autres convenu d'instaurer une taxe sur les émissions de CO2 provenant de l'élevage. Une taxe effective de 120 DKK (16€) /tCO2e sera introduite en 2030 avant de passer à 300 DKK (40€) /tCO2e en 2035. Une taxe sur les émissions provenant des terres agricoles riches en carbone de 40 DKK (5€) /tCO2e ainsi que sur les émissions provenant de l'application de chaux agricole, d'un montant de 750 DKK (100€)/tCO2e, seront également instaurées à partir de 2028. Enfin, une subvention de 750 DKK/tCO2e sera mise en place pour réduire l'utilisation d'engrais. Le produit de la taxe sur l'élevage sera fléché vers des investissements dans les technologies vertes et la transition de la production pour les agriculteurs les plus affectés par la taxe.

Le Gouvernement présente un projet de paquet fiscal visant à renforcer les conditions-cadres des entreprises.

Il prévoit entre autres d'augmenter la déduction fiscale pour la R&D à 120% ainsi que de faciliter les changements générationnels au sein des entreprises familiales et d'abaisser la fiscalité des successions de 15 à 10%. Cette dernière mesure serait mise en œuvre le 1er octobre 2024 et coûterait 430 M DKK (58 M€). Le paquet a été accueilli de manière très favorable par le monde des affaires, notamment la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*).

La fintech danoise Ageras acquiert la fintech française Shine auprès de la Société Générale.

La compagnie danoise deviendra ainsi le leader en France et en Europe pour les logiciels bancaires et comptables. La transaction, dont le montant n'a pas été dévoilé, doit encore être validée par l'Autorité française de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). L'entreprise prévoit d'entrer en bourse en 2026.

Le fonds de pension public danois ATP investit dans Terma, la plus grande entreprise de défense du Danemark

qui fabrique notamment des radars et certains composants des avions F-35. L'entreprise est le principal fournisseur national de la défense aérienne et antimissile danoise. Si le montant exact de l'investissement n'a pas été rendu public, ATP évoque un montant «à un chiffre» en milliards de couronnes. Le chiffre d'affaires de *Terma* s'établissait l'année dernière à 2,6 Mds DKK (348,5 M€) et l'entreprise ambitionne de doubler ses revenus dans les trois prochaines années.

Carlsberg voit son offre de rachat de 3,1 milliards de livres sterling (3,7 Mds€) refusée par Britvic.

Après que *Carlsberg* ait réévalué sa première offre non sollicitée de 12 à 12,5 livres sterling par action, le fabricant britannique de boissons non alcoolisées a rejeté, le 17 juin, la deuxième offre de *Carlsberg*, jugée sous-évaluée. *Carlsberg* a déjà conclu un accord de collaboration avec *PepsiCo* lui permettant de distribuer les sodas de ce dernier en Grande-Bretagne dans l'éventualité où *Carlsberg* parviendrait à racheter *Britvic* (vendeur et distributeur de *Pepsi* notamment dans le pays). Une acquisition potentielle de *Britvic* pour plus de 3,1 Mds GBP (27 Mds DKK) ferait de cette opération l'une des plus importantes réalisées par une entreprise danoise au cours de ces dernières années.

Grundfos a désormais officiellement quitté la Russie.

Alors que le groupe danois de fabrication de systèmes de pompage avait annoncé dès août 2022 se retirer de Russie, le processus de vente des activités russes à la direction locale a été long et compliqué. Les autorités russes ont d'abord approuvé la vente de la société de production en mars dernier et viennent d'approuver la vente de la société de vente en juin de cette année. Les deux transactions, qui avaient déjà été approuvées par les autorités danoises, ont été finalisées. La Russie figurait dans la liste des six ou sept marchés les plus importants pour Grundfos.

Islande

L'inflation islandaise ralentit pour atteindre 5.8% au mois de juin, un chiffre inférieur à 6% pour la première fois depuis deux ans et demi. Le taux d'inflation annuel pour le mois de juin 2024 ralentit d'un mois sur l'autre, et passe de 6.2% à 5.8%. C'est la première fois depuis janvier 2022 que l'inflation est inférieure à 6%: elle était alors de 5,7%. Les prix islandais augmentent aussi d'un mois sur l'autre: l'Institut islandais des statistiques (*Statistics Iceland*) relève une hausse de 0.5% de l'indice des prix à la consommation sur un mois, notamment imputable à l'augmentation des prix des services touristiques, des vols internationaux et des coûts du logement en Islande.

Baisse significative des revenus du secteur de la pêche et de la vente de véhicules. Les chiffres de la TVA islandaise révèlent que seuls quatre des quatorze principaux secteurs économiques du pays ont enregistré une croissance supérieure à l'inflation sur l'année écoulée: l'immobilier, la construction, la Tech et, dans une moindre mesure, le tourisme. La plupart des autres secteurs ont enregistré une croissance faible ou négative, particulièrement marquée dans les secteurs de la pêche, de l'industrie métallurgique et de la vente de véhicules.

Le pouvoir d'achat des ménages reste stable d'une année sur l'autre. Selon les chiffres publiés par l'Institut islandais des statistiques (*Statistics Iceland*), le revenu disponible par habitant en Islande a augmenté de +6,8 % en glissement annuel au premier trimestre 2024.

En raison de la forte inflation, le pouvoir d'achat des ménages n'a en réalité augmenté que de +0,1% par rapport au premier trimestre 2023, l'indice des prix à la consommation ayant augmenté de +6,7% sur la même période.

Actavis Group verse un dividende de 75 Mds ISK (500 M €) à sa société mère Teva Pharmaceuticals. Le conseil d'administration du groupe pharmaceutique

Actavis a proposé pour la deuxième année consécutive de verser 500 M € de dividendes à sa société mère *Teva Pharmaceuticals*, basée en Israël. Spécialisé dans la production de médicaments génériques, le groupe avait notamment reversé plus de 2 Mds € de dividende à la société *Teva* en 2020.

Alvotech a pour objectif de faire venir des investisseurs étrangers à l'aide d'un accord de vente avec Jefferies. Le laboratoire spécialisé dans les médicaments biosimilaires *Alvotech* a conclu un accord avec la banque d'investissement américaine *Jefferies* concernant la vente potentielle de nouvelles parts de la société pour un montant pouvant aller jusqu'à 10 Mds ISK (67,1 M €). L'accord s'inscrit dans une stratégie d'attractivité d'investisseurs étrangers par le groupe, après l'obtention d'une licence de commercialisation de certains biosimilaires produits par *Alvotech* sur le marché américain.

L'Islande perd une place au classement mondial de la compétitivité de l'IMD pour 2024. L'Islande passe de la 16^e à la 17^e place du classement mondial de la productivité publié par l'IMD (*International Institute for Management Development*) en Suisse. Le classement mesure la capacité des Etats et régions du monde à optimiser leurs compétences individuelles afin de créer de la valeur sur le long terme.

La Chambre de commerce islandaise explique que la compétitivité islandaise s'est progressivement améliorée alors que le pays occupait la 25^e place de ce classement il y a 10 ans. Peu de progrès ont toutefois été réalisés au cours des dernières années et l'Islande demeure en retrait des autres pays nordiques en matière de compétitivité. A titre de comparaison, la France arrive en 31^{ème} position de ce classement.

Finlande

La croissance du PIB réel 2023 a été revue à la baisse à -1,2%

par *Statistics Finland*. Avec la hausse des taux, l'investissement s'est contracté dans la construction résidentielle, mais aussi dans le secteur de l'énergie éolienne. La consommation des ménages, en volume, a stagné tandis que le taux d'épargne a été négatif. Le déficit du compte courant (3Md€) est resté stable, la chute des exportations ayant été compensée par un recul des importations de produits énergétiques. Le déficit de la balance des services s'est établi à 10 Md€, le niveau le plus haut jamais observé en Finlande. Le déficit public s'est aussi détérioré à 2,9% du PIB (contre -2,5% antérieurement) du fait de moindres recettes fiscales et de la croissance des dépenses de salaires et dans le secteur social et sanitaire.

Le gouvernement est confiant dans la reprise de l'économie.

La Finlande est sortie de la récession. Au 1er trimestre 2024, le PIB a augmenté de 0,2% mais le gouvernement table sur une croissance nulle en 2024 qui devrait néanmoins s'affermir en fin d'année. La prévision de croissance du PIB est de +1,6% en 2025 et +1,5% en 2026, qui serait portée par le redémarrage de la consommation et de l'investissement. Les finances publiques devraient se dégrader en 2024, avec un déficit qui se creuserait à 3,7% du PIB (+0,2 pp par rapport à mars), avant de redescendre à 3,1% en 2025 et 2,6% en 2026. Avec une croissance nulle, le ratio de dette publique devrait croître et dépasser 80% cette année. La reprise de la croissance du PIB à partir de 2025 devrait ralentir la croissance du ratio de la dette publique, lequel demeurera néanmoins sur une trajectoire à la hausse.

La Finlande construira un SMR pilote pour le chauffage urbain.

La start-up finlandaise *Steady Energy*, spin-off du Centre de recherche technique finlandais VTT, commencera la construction d'un SMR pilote à Helsinki, Kuopio ou à Lahti en 2025. L'investissement est estimé à 15-20 M€. Ce pilote sera un réacteur thermique de taille réelle, dans lequel l'eau sera chauffée à l'électricité pour des essais et pour constituer la chaîne d'approvisionnement nécessaire. La construction de la première centrale

commerciale, sur la base de plans démontrés lors de ces essais à grande échelle, devrait débuter en 2028 pour une mise en service en 2030. La centrale sera de taille comparable à celle d'un conteneur maritime vertical, et pourra être construite entièrement sous terre.

La Finlande devient producteur de l'uranium.

Terrafame, la société minière dont l'Etat est actionnaire à 67%, a commencé la récupération de l'uranium en tant que produit secondaire de sa mine de Sotkamo où elle extrait essentiellement de nickel et de zinc. *Terrafame* utilise le procédé de la bio-lixiviation pour transformer les minerais en métaux. L'uranium récupéré sera transporté à l'étranger pour la transformation, après quoi il sera utilisé dans la production d'énergie nucléaire. L'entreprise est autorisée à en produire jusqu'à 250 tonnes par an, soit l'équivalent de ce qui est nécessaire pour faire fonctionner un réacteur nucléaire. Avec le début de ces opérations, la Finlande est le seul Etat membre de l'UE à produire de l'uranium.

Des travaux sur l'IA et la technologie quantique.

Le groupe de travail interministériel préparant la mise en œuvre nationale du règlement de l'UE sur l'intelligence artificielle en Finlande a commencé ses travaux. L'objectif du règlement est de garantir que les systèmes d'IA mis sur le marché et mis en service dans l'UE ne mettent pas en danger la santé, la sécurité ou les droits fondamentaux des personnes. La Finlande a également commencé la préparation d'une stratégie nationale de technologie quantique, conformément au programme gouvernemental qui identifie l'informatique quantique comme l'une des technologies clés pour la compétitivité.

La Finlande réforme ses services de soutien à l'export.

La structure de gestion du réseau *Team Finland*, le réseau de promotion des exportations, en Finlande sera renouvelé. En parallèle, le pilotage des activités à l'étranger de *Business Finland*, qui fournit de services financiers et d'appui à l'internationalisation, sera transféré du ministère de l'économie et de l'emploi au ministère des affaires étrangères. La réforme ne s'applique pas aux activités domestiques et de financement de la R&D.

Norvège

Maintien des taux directeurs à 4,5%.

La Banque centrale de Norvège a communiqué le 20 juin sa décision de maintenir ses taux directeurs à 4,5% jusqu'à la fin de l'année. Cette mesure vise à stabiliser l'inflation autour de 2% et à préserver la croissance du pouvoir d'achat. La gouverneure de la Banque, Mme Ida Wolden Bache, a indiqué que plusieurs baisses de taux étaient prévues pour l'année prochaine.

Signature d'un accord entre Equinor et GRTgaz.

Sandrine Meunier, Directrice générale de GRTgaz, et Grete Tveit, Senior vice-présidente d'Equinor, ont signé le 17 juin un accord de partenariat pour le développement d'un projet de transport et de stockage de CO₂ (CCS). Celui-ci comprend le développement par GRTgaz, sur la zone industrielle de Dunkerque, d'un réseau terrestre de canalisations de 30 km qui transportera le CO₂ capté par les émetteurs industriels jusqu'à une canalisation offshore de grande capacité développée par Equinor, laquelle aboutira à des stockages géologiques sûrs et permanents au fond de la mer du Nord norvégienne. Le projet s'inscrit dans le cadre du programme France 2030 concernant le captage et le stockage du carbone (CCS) et traduit la volonté d'intensifier la collaboration entre la France et la Norvège en matière de transformation industrielle verte dans la ligne du partenariat stratégique signé entre les deux pays le 16 janvier dernier.

Quatre nouvelles licences de stockage de CO₂ en mer du Nord.

Le 20 juin, le ministère de l'énergie a accordé quatre nouvelles licences pour le stockage de CO₂ en mer du Nord, utilisant les technologies CCS. Ces licences incluent une clause obligeant à restituer les droits accordés en cas de retard dans la mise en œuvre des projets.

3 Mds€ pour l'éolien offshore.

Dans le cadre de la loi de finances rectificative présentée le 21 juin au Storting, le gouvernement et le parti socialiste de gauche proposent d'allouer environ 3 Mds€ (35 MdsNOK) de subventions publiques à la construction d'éoliennes offshore pour électrifier le plateau continental. Cette enveloppe serait partiellement financée par une hausse de la taxe sur le CO₂. Le calendrier de ce programme n'a pas encore été finalisé.

Création d'un comité sur l'énergie nucléaire.

Le ministère de l'Énergie a nommé les membres d'un comité chargé d'étudier la faisabilité d'une filière nucléaire civile en Norvège. Les travaux seront dirigés par Kristin Halvorsen, directrice du *Centre for international climate and environmental research* et ancienne ministre des finances pour le parti socialiste de gauche entre 2005 et 2009. Les conclusions du comité sont attendues pour le 1er avril 2026. Pour mémoire, la Norvège avait opéré de 1951 à 2019 quatre réacteurs nucléaires de recherche à Kjeller et Halden.

Rapport sur la situation des travailleurs pauvres.

Le Bureau central des statistiques (SSB) a remis au gouvernement une étude sur l'apparition de travailleurs pauvres sur le marché du travail norvégien. Quel que soit l'indicateur retenu (coefficient de Gini ou calcul sur la base du salaire médian), ce rapport conclut que les travailleurs pauvres sont en augmentation (6% de la masse salariale actuelle). D'après SSB, ils sont surreprésentés chez les jeunes, les immigrés, les moins qualifiés et dans les secteurs BTP, hôtellerie-restauration, santé et soins à la personne. La situation est imputée à la venue de travailleurs d'Europe de l'Est après l'élargissement de l'UE en 2004 et à la stagnation de la productivité ces vingt dernières années. La ministre du travail Tonje Brenna (parti travailliste) encourage les salariés à se syndiquer et renouvelle son attachement au dialogue tripartite, garant du modèle social norvégien. Son analyse est partagée par la secrétaire générale de la confédération syndicale LO, Peggy Hessen Følsvik.

Le Premier ministre favorable à l'adoption du quatrième paquet énergie européen.

À la tête du gouvernement, Jonas Gahr Støre a indiqué que le texte ne pourrait pas être adopté avant fin août en raison de la fermeture estivale du Storting le 21 juin. La date fixée par la Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, n'était, de ce fait, pas contraignante. Le ministre des affaires étrangères, Espen Barth Eide, du parti travailliste, avait déclaré être disposé à adopter ce texte d'ici août, conformément aux souhaits de la Commission européenne. L'organisation patronale *Fornybar Energi* (secteur des énergies renouvelables) appelle la Norvège à adopter au plus vite le quatrième paquet européen, faute de quoi

les entreprises norvégiennes auraient des difficultés à accéder aux marchés européens. *Fornybar Energi* fait aussi part de ses inquiétudes sur le risque de décrochage si la Norvège ne transpose pas rapidement les directives du *Net Zero Industry Act*. En revanche, le parti du centre, anti-européen, qui fait partie de la majorité, s'est déclaré favorable à un veto contre l'adoption du quatrième paquet énergie européen. Le 17 juin, la proposition du parti rouge, issu de la fusion du parti communiste des travailleurs et de l'alliance populaire, visant à opposer un veto au texte a été rejetée par une majorité de députés.

Coopération énergétique avec la Belgique. Une délégation belge dirigée par la princesse Astrid était en Norvège du 16 au 19 juin pour approfondir la coopération énergétique avec la Norvège. Les deux pays ont signé un accord sur l'éolien offshore, ainsi qu'une lettre d'intention sur le transport de CO2 par carbooduc.

Hausse de 35% des exportations de matériel militaire norvégien. Le gouvernement a présenté le 14 juin son rapport annuel sur les exportations d'équipements militaires. En 2023, la valeur des ventes a augmenté de 35 %, atteignant environ 1,1 Md€ (12 MdsNOK). Les Etats-Unis demeurent le principal client de la Norvège, avec des achats s'élevant à 190 M€. Environ 90% des ventes sont destinées à des pays de l'OTAN ou à des pays européens. La principale baisse des ventes a été enregistrée auprès du Qatar.

La Norvège investit dans l'IA. Le gouvernement allouera au moins 87 M€ (1 MdNOK) sur cinq ans à la recherche norvégienne en matière d'intelligence artificielle (IA). Parmi ces investissements, la Norvège va acquérir un nouveau supercalculateur. Fin mai, *Hewlett Packard Enterprise Norge* a remporté l'appel d'offres avec un contrat d'une valeur d'environ 20 M€ (225 MNOK). Ce supercalculateur, le plus puissant jamais acquis par la Norvège, contribuera significativement à la recherche et à l'innovation nationales dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Accord entre la Norvège et l'UE sur les quotas de crevettes. La Norvège et l'Union européenne ont conclu un accord sur les quotas de crevettes en mer du Nord et dans le détroit dano-norvégien du Skagerrak pour la période 2024-2025. Conformément aux recommandations du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM), les volumes de quotas ont été

réduits par rapport à l'année précédente afin de préserver les stocks.

Accord sur le maquereau avec le Royaume-Uni et les îles Féroé. Le 17 juin, la Norvège, le Royaume-Uni et les îles Féroé (Danemark) ont conclu un accord sur la gestion du maquereau dans leurs eaux respectives. L'accord tripartite couvre notamment le volume des quotas nationaux, l'accès aux zones et la coopération scientifique. Il sera valable pendant trois ans. L'accord prévoit que la Norvège transfère au Royaume-Uni 23 660 tonnes de son quota de maquereau en 2024, à pêcher soit dans la zone économique exclusive (ZEE) du Royaume-Uni, soit dans les eaux internationales. En échange, le Royaume-Uni accorde à la Norvège l'accès à sa ZEE pour pêcher 123 330 tonnes de maquereau.

Accord norvégo-russe sur les quotas de pêche en mer de Barents. La Norvège et la Russie ont fixé leurs quotas de pêche (cabillaud, églefin, flétan) pour cette année. Les deux pays frontaliers ont convenu de réduire les quotas à des volumes équivalents à ceux de 2001 (-31% pour le cabillaud et l'églefin par rapport à l'an dernier) pour préserver les stocks.

Accord au Storting sur les subventions agricoles. À la suite des manifestations dans le secteur agricole en début d'année 2024, le gouvernement norvégien a conclu le 16 dernier un accord avec *Norges Bondelag*, le plus grand syndicat d'agriculteurs du pays, et *Norsk Bonde og Småbrukarlag*, le syndicat des petits exploitants. Cet accord a été formellement adopté par le Storting le 21 juin. Il prévoit une augmentation des revenus à hauteur de 7 500€ (85 000 NOK) par exploitant et par an, ainsi que des mesures complémentaires visant à renforcer la compétitivité des producteurs de lait, de céréales et de produits végétaux.

Construction de la première réserve stratégique de blé. Le ministère de l'Agriculture a annoncé le début de la construction de la première réserve stratégique de blé du royaume, un dispositif jugé indispensable pour assurer la sécurité alimentaire nationale. Le site choisi se trouve à Hamar (120 km au nord d'Oslo).

Suède

Le taux d'inflation selon l'IPC était de 2,3 % en mai.

En mai 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) a affiché un taux d'inflation de 3,7 %, en baisse par rapport au taux de 3,9 % enregistré en avril. Au cours de la même période, l'indice IPC a augmenté de 0,2%. Parallèlement, le taux d'inflation fondé sur l'IPC (indice des prix à la consommation à taux d'intérêt fixe) est resté stable en mai, se maintenant à 2,3% comme en avril. La baisse du taux d'inflation en mai est principalement due à la baisse des prix de l'électricité et des carburants. A l'inverse, les prix de la plupart des services ont, eux, augmenté, de même que les coûts d'hébergement – on peut y voir l'influence de la tenue en Suède de grands événements comme l'Eurovision et le concert de Taylor Swift.

Les prix de l'électricité ont atteint un niveau historiquement bas et ne devraient pas augmenter prochainement.

Les prix de l'électricité en Suède sont à un niveau historiquement bas et devraient le rester pendant encore plusieurs années. Cette tendance, due à des facteurs tels que la baisse des prix du gaz naturel, l'amélioration de la disponibilité de l'énergie nucléaire en France, l'augmentation de l'énergie hydroélectrique et l'expansion rapide de l'énergie éolienne et solaire, profite aux consommateurs, mais pose d'importants défis financiers aux producteurs d'électricité. Malgré les craintes antérieures de pénurie d'électricité, la Suède connaît aujourd'hui un excédent croissant, alimenté par une demande industrielle plus faible que prévu et des retards dans les projets à forte consommation d'énergie.

Augmentation des ventes sur le marché immobilier suédois.

Les acheteurs s'intéressent principalement à l'immobilier industriel et logistique, mais les propriétés résidentielles neuves connaissent également un regain d'intérêt auprès des acheteurs. Le marché de l'immobilier est ainsi en train de se redresser dans le sillage de la baisse des taux d'intérêt.

La Confédération suédoise des syndicats met en garde contre la faiblesse de la croissance.

Si, selon ses prévisions économiques les plus récentes, l'inflation devrait passer sous la barre des +2% d'ici l'été et le PIB, croître de +0,8% en 2025 et de +2,1 % en 2025, la Confédération suédoise des syndicats (*Sw. Landsorganisationen i Sverige/LO*) estime que la croissance de la consommation des ménages et de la consommation publique est trop faible pour donner une impulsion significative à l'économie. "La Banque de Suède doit normaliser plus rapidement son taux directeur et le gouvernement doit donner la priorité aux mesures budgétaires qui stimulent l'économie", a déclaré Torbjörn Hållö, économiste de la LO, dans un communiqué de presse, notant que le "choc inflationniste" était terminé.

Poursuite du débat sur l'entrée de la Suède dans la zone euro.

Si le soutien à l'euro augmente parmi la population suédoise (34% d'opinions favorables contre 46% d'opinion défavorables), la plupart des partis politiques ne considèrent pas qu'un nouveau référendum sur l'entrée du pays dans la zone euro soit pertinent à l'heure actuelle. Le Parti de gauche et le Parti vert estiment que les arguments contre l'introduction de l'euro en Suède sont encore solides. De même, les Démocrates de Suède notent une fluctuation du soutien à l'euro et n'envisagent pas que le « oui » puissent l'emporter à l'occasion d'un référendum. Le parti modéré, quant à lui, est ouvert à l'idée de réexaminer la question, sa secrétaire Karin Enström (M) suggérant qu'il est peut-être temps de réévaluer le rapport coûts/bénéfices d'une telle adhésion pour le pays. Les Sociaux-démocrates sont eux aussi ouverts à la discussion, mais insistent sur la nécessité d'un large débat qui ne se limite pas au taux de change. Enfin, les Libéraux reconnaissent une évolution de l'opinion publique, mais s'abstiennent également de s'engager en faveur d'un référendum. Dans ce contexte, l'économiste en chef de la Confédération des entreprises suédoises (*Sw. Svenskt Näringsliv*), Sven-Olov Daunfeldt, appelle à une discussion équilibrée et à une nouvelle enquête sur l'adoption de l'euro, citant l'impact de la dépréciation de la couronne sur l'économie suédoises et les voyages à l'étranger de la population.

Le règlement européen sur la restauration de la nature fait débat en Suède.

La Suède a voté contre le projet de règlement, préoccupée par les conséquences négatives que sa mise en œuvre au niveau national pourrait entraîner, notamment sur l'industrie forestière. Le texte prévoit qu'au moins 20 % des terres et des eaux de l'UE seront restaurées d'ici 2030, dans le but de planter trois milliards d'arbres et de garantir la libre circulation le long de 2 500 kilomètres de rivières et de voies d'eau. La ministre du Climat et de l'Environnement, Romina Pourmokhtari, a souligné la nécessité d'une plus grande flexibilité pour tenir compte des différences de pratiques forestières entre les différents États membres de l'UE. Viveka Beckeman, directrice générale de l'industrie forestière suédoise, a quant à elle déclaré qu'elle s'inquiétait des conséquences du règlement européen sur la restauration de la nature qui enjoint les gouvernements européens à s'assurer de la conciliation entre des ambitions élevées en matière de conservation de la nature et les exigences d'une agriculture productive. Elle fait remarquer en outre que la Suède a choisi d'utiliser l'ère préindustrielle comme date de référence pour ses objectifs, alors que de nombreux autres pays ont choisi leur date d'adhésion à l'UE, ce qui conduit à des disparités d'objectifs de restauration très importantes.

Le Premier ministre Ulf Kristersson critique les droits de douane de l'UE sur les véhicules électriques.

De concert avec le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a vivement critiqué les droits de douane proposés par l'UE sur les voitures électriques, au motif que ces droits de douane pourraient avoir un impact négatif sur l'industrie automobile, une industrie importante en Suède. Kristersson et Scholz ont souligné en effet que les droits de douane pourraient entraver l'innovation et la compétitivité sur le marché européen des véhicules électriques, rendant ainsi la concurrence mondiale plus difficile pour les entreprises européennes. Ils ont appelé à une approche plus équilibrée, qui soutienne la croissance de l'industrie des véhicules électriques sans imposer de nouvelles charges financières. Ils suggèrent que l'UE se concentre sur d'autres mesures, telles que les subventions pour les technologies vertes et le

développement des infrastructures, afin de promouvoir le transport durable.

Les droits de douane décidés par l'UE sur les véhicules électriques, un défi supplémentaire pour les activités de Volvo et Polestar ?

Pour mémoire, la Commission européenne a annoncé que les droits de douane sur les véhicules électriques importés de Chine seront augmentés à partir du 4 juillet, si aucune solution n'est trouvée d'ici là avec les autorités chinoises. Les droits de douane, qui sont aujourd'hui de 10 %, varieront selon les fabricants, de 27,4 % pour BYD à 48,1 % pour SAIC, entreprise qui possède des marques telles que MG et Maxus. Pour Geely, qui est un actionnaire important de Volvo Cars et de Polestar, les droits de douane proposés seront portés à 30 %. Ces droits de douane, qui visent à corriger les déséquilibres commerciaux, pourraient augmenter le coût des exportations de véhicules produits en Suède vers d'autres pays de l'UE, ce qui compliquerait le paysage concurrentiel de ces entreprises automobiles.

L'autorité suédoise de surveillance des marchés (Finansinspektionen – FI) a sanctionné la Bourse de Stockholm, gérée par Nasdaq Stockholm, d'une amende de neuf millions d'euros

pour n'avoir pas détecté et signalé des soupçons de délits d'initiés. L'autorité a décidé de ces sanctions après avoir enquêté sur quatre événements majeurs d'entreprises en 2021 et 2022, ainsi que sur deux autres cas de transactions sur des instruments financiers en 2022 et 2023. "Les enquêtes montrent que, en conjonction avec les quatre événements d'entreprise, il y a eu des déficiences dans la façon dont Nasdaq Stockholm a surveillé les transactions" a déclaré l'autorité. "L'enquête a aussi montré que Nasdaq Stockholm a débuté à deux reprises des transactions sur des instruments financiers en violation du cadre réglementaire", a-t-elle ajouté. Toutefois, les violations ne sont pas graves au point de retirer l'autorisation de la Bourse ou de lui adresser un avertissement, a estimé l'autorité. Elle lui a donc infligé une remarque et une amende administrative de 100 millions de couronnes (9 millions d'euros).

De nouvelles perspectives de développement pour Klarna avec l'abandon du service d'Apple Apply Pay Later.

Apple Pay Later ne s'est jamais étendu au-delà des États-Unis, et a manifestement eu des difficultés à se développer dans ce seul pays. L'arrêt de ce service aux États-Unis pourrait être une bonne nouvelle pour *Klarna*, car les États-Unis sont déjà leur marché le plus important. Apple continuera à proposer une certaine forme de service *Buy Now Pay Later*, mais avec des fournisseurs externes, notamment *Affirm*, le concurrent de *Klarna*.

Northvolt en difficulté. L'usine *Northvolt* de Skellefteå a été confrontée à d'importants défis de production, occasionnant des retards de livraison. Malgré des plans initiaux visant à atteindre la pleine production d'ici 2023, *Northvolt* a révisé cet objectif à plusieurs reprises et vise maintenant 2025. En effet, l'usine a dû faire face à des défis techniques, à un manque d'effectifs en personnel expérimenté et à des problèmes de production imprévus, ce qui a entraîné des arrêts d'exploitation, y compris un arrêt complet pendant trois semaines en raison d'accidents mortels. Ainsi, Mark Duchesne, PDG de *Northvolt Ett*, souligne que les efforts pour augmenter la production ont été entravés par la chimie complexe impliquée dans la création des batteries. Malgré les difficultés, la direction de l'entreprise se veut optimiste et met l'accent sur les améliorations progressives et les enseignements précieux tirés pour les projets futurs en Suède, en Allemagne et au Canada.

Les transports publics de Stockholm en difficultés financières. Le PDG des transports publics du comté de Stockholm (*Sw. Stockholms lokaltrafik/SL*), David Lagneholm, n'a enregistré que des déficits sa prise de fonction en septembre 2020. M. Lagneholm estime que les déficits récurrents sont liés à la réduction du nombre de voyageurs, qui a chuté pendant la pandémie de Covid-19 et qui n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise. Il faut désormais selon lui trouver un meilleur équilibre entre l'offre de transports et la demande des usagers. À la question de savoir combien de temps SL pourra continuer à fonctionner dans ces conditions, M. Lagneholm répond que cela dépendra en grande partie de la manière dont la collectivité régionale choisira de répartir son budget entre les différents services. Les négociations budgétaires de cet automne aborderont ces questions d'allocation des moyens financiers.

La durée de vie des centrales nucléaires pourrait être portée à 80 ans. La durée de vie opérationnelle des cinq réacteurs de deux centrales nucléaires suédoises, Forsmark et Ringhals, pourrait être prolongée. Ceci permettrait de poursuivre la production jusque dans les années 2060. Dans un communiqué de presse de *Vattenfall*, le directeur du secteur d'activité, Torbjörn Walhborg, a déclaré : "L'énergie nucléaire jouera un rôle important dans la production d'électricité suédoise dans les décennies à venir. C'est pourquoi il est crucial d'investir non seulement dans de nouveaux réacteurs, mais aussi dans nos réacteurs existants." Ainsi, après les importantes modernisations qui ont déjà été effectuées, il y a désormais de bonnes perspectives d'extension de la durée de vie opérationnelle des réacteurs nucléaires existants, jusqu'à 20 ans supplémentaires. Pour ce faire, on estime qu'environ 40 à 50 milliards de couronnes suédoises seront nécessaires pour les rénovations à venir. Une phase d'investigation détaillée, comprenant les calculs de coûts et une analyse des risques, est maintenant engagée.

Une coordination au niveau étatique pour la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suède. Le coordinateur national au nucléaire, Carl Berglöf, a présenté un premier rapport contenant plusieurs mesures visant à faciliter l'atteinte de l'objectif du gouvernement en matière de nouvelle énergie nucléaire. Il y souligne qu'une coordination efficace est cruciale pour la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suède et propose d'établir une programmation détaillée pour coordonner les projets. Pour mémoire, le gouvernement a lancé 14 enquêtes depuis l'adoption de la feuille de route pour la nouvelle énergie nucléaire, visant à construire l'équivalent de deux nouveaux réacteurs de puissance d'ici 2035. M. Berglöf souligne le besoin de processus efficaces s'appuyant sur des modalités de financement acceptables.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1	0,7
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,4	-0,9	0,3	2,7	-1,8
Finlande	2,8	1,3	-1,2	0,1	0,4	-1,2	-0,7	0,2
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5	0,2
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9	-0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

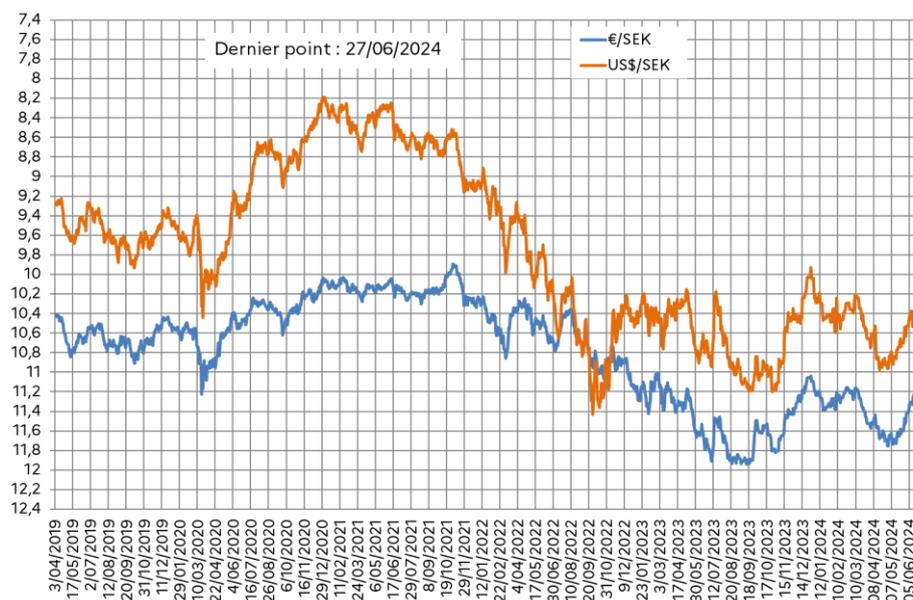
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6	3,1
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5	1
Finlande	2,2	7,1	6,2	7,5	5,1	3,4	1,5	0,9
Norvège	3,5	5,8	5,5	6,6	6,5	4,5	3,7	4,4
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9	6,7

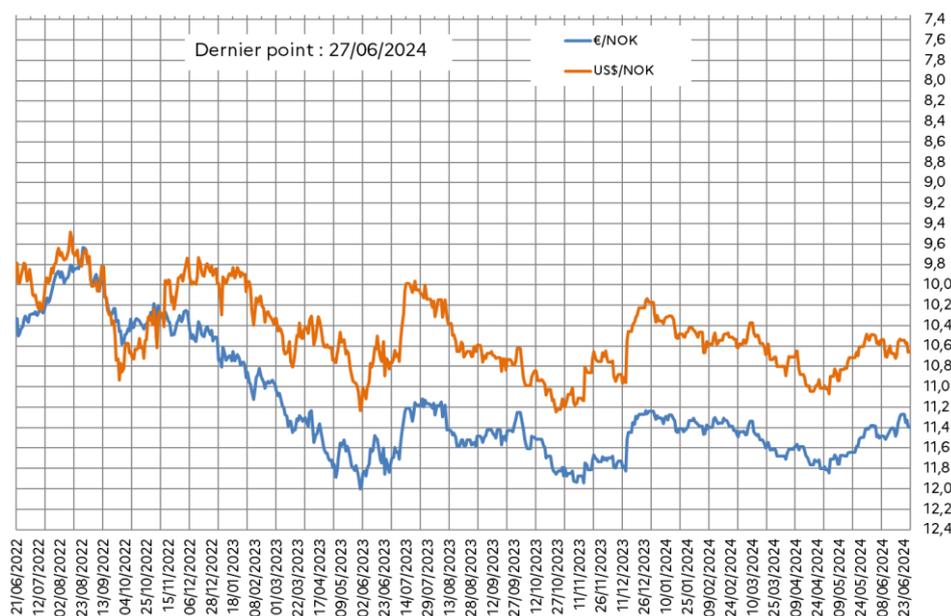
Sources : Regeringskansliet, statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes, N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtresor.gouv.fr